

## VILLE DE BOULOGNE~BILLANCOURT

### ARRÊTÉ

DIRECTION DE L'ESPACE PUBLIC,  
DES COMMERCES ET DES  
MARCHÉS

Service Espace Public et Commerces

Dérogations au principe  
du repos dominical  
Année 2020  
Arrêté modificatif

Le Maire de Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine),

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code du travail, notamment les articles L.3132-13,  
L.3132-26 à L.3132-27-1 et R.3132-21,

Vu l'article 257 de la loi n° 2015-990 du 6 août 2015, dite loi  
Macron,

Vu l'avis favorable du Conseil de la Métropole du Grand  
Paris en date du 4 décembre 2019,

Vu l'avis conforme du Conseil Municipal en date du  
19 décembre 2019,

Vu l'arrêté municipal du 27 décembre 2019 autorisant les  
commerces de détail énumérés ci-dessous à déroger au repos  
dominical notamment les 28 juin et 5 juillet 2020,

Considérant l'annonce ministérielle du report des soldes au  
15 juillet 2020,

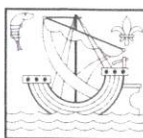
Considérant que le Conseil de l'association des commerçants  
du Centre Commercial des Passages, à travers leurs  
associations représentatives, a voté, le 10 juin 2020, un  
report de deux ouvertures exceptionnelles de dimanches  
dédiées aux soldes,

### ARRÊTE

Article 1er : modifie l'arrêté comme suit : les dérogations au repos dominical autorisées pour les commerces de détail énumérés ci-dessous initialement prévues, pour l'année 2020, les dimanches 28 juin et 5 juillet sont reportées aux dimanches 19 juillet et 13 septembre 2020.

Le repos hebdomadaire est ainsi suspendu durant ces journées dans ces commerces.

Classe NAF	Type de commerce	Classe NAF	Type de commerce
47-41	Commerce de détail d'ordinateurs, d'unités périphériques et de logiciels en magasin spécialisé	47-63	Commerce de détail d'enregistrements musicaux et vidéo en magasin spécialisé
47-42	Commerce de détail de matériels de télécommunication en magasin spécialisé	47-64	Commerce de détail d'articles de sport en magasin spécialisé



47-43	Commerce de détail de matériels audio/vidéo en magasin spécialisé	47-65	Commerce de détail de jeux et jouets en magasin spécialisé
47-51	Commerces de détail de textiles en magasin spécialisé	47-71	Commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé
47-52	Commerce de détail de quincaillerie peintures et verres en magasin spécialisé	47-72	Commerce de détail de chaussures et d'articles en cuir en magasin spécialisé
47-53	Commerce de détail de tapis, moquettes et revêtements de murs et de sols en magasin spécialisé	47-75	Commerce de détail de parfumerie et de produits de beauté en magasin spécialisé
47-54	Commerce de détail d'appareils électroménagers en magasin spécialisé	47-76	Commerce de détail de fleurs, plantes, graines, engrais, animaux de compagnie et aliments pour ces animaux en magasin spécialisé
47-59	Commerce de détail de meubles, appareils d'éclairage et autres articles de ménage en magasin spécialisé	47-61	Commerce de détail de livres en magasin spécialisé
46-62	Commerce de détail de journaux et papeterie en magasin spécialisé	47-79	Commerce de détail de biens d'occasion en magasin
47-77	Commerce de détail d'articles d'horlogerie et de bijouterie en magasin spécialisé	47-78	Autre commerce de détail de biens neufs en magasin spécialisé

Article 2 : Les personnes privées de repos les dimanches cités dans l'article précédent, devront bénéficier d'un repos compensateur qui devra être pris par roulement dans la quinzaine qui précède ou qui suit cette date et percevront une majoration de salaire au moins égale au double de la rémunération normalement due pour une durée équivalente.

Si le repos dominical est supprimé un dimanche précédent une fête légale, le repos compensateur est donné le jour de cette fête.

Article 3 : Le présent arrêté pourra être contesté dans un délai de deux mois à compter de la date de notification :

- par un recours gracieux, à nous adresser sous le présent timbre ;
- par un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Cergy-Pontoise ;
- par la saisine de Monsieur le préfet des Hauts-de-Seine en application de l'article L.2131-8 du Code générale des collectivités territoriales.

Article 4 : Les autres dispositions de l'arrêté précité restent inchangées.

Ampliation du présent arrêté sera communiquée à :

Monsieur le Préfet des Hauts-de-Seine,  
Monsieur le Commissaire Principal de Police de Boulogne-Billancourt,  
Monsieur le Chef de service de la Police Municipale.

Fait à Boulogne-Billancourt, en mairie, le **26 JUIN 2020**

Le Maire  
  
Pierre-Christophe BAGUET